

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article2623>



Dans le Journal de Saône-et-Loire

RENTRÉE SCOLAIRE : Les syndicats d'enseignants dénoncent une « politique folle

»



...ique de Dijon - Départements - Saône-et-Loire - Actions -
Publication date: samedi 30 août 2008

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Les syndicats d'enseignants qualifient cette rentrée scolaire « d'inquiétante ». Ils dénoncent les « choix budgétaires » au détriment de l'éducatif

À la veille de la rentrée scolaire, les syndicats enseignants sont contraints au grand écart entre une stratégie de riposte aux milliers de suppressions de postes et une volonté de concertation avec le ministère pour obtenir des avancées sur la réforme du lycée et sur le métier d'enseignant. À la fin de l'année scolaire, après un printemps marqué par de nombreuses mobilisations contre les suppressions de postes prévues pour 2008, les syndicats avaient prévenu qu'ils n'en resteraient pas là. « Cette rentrée n'est pas comme les autres, ce sont les fondements de l'école publique et laïque qui sont attaqués », lâche le secrétaire départemental du syndicat du premier degré, SNUipp 71, Paul Barday faisant allusion à la suppression des postes. « Sans parler des nouveaux programmes alors que ceux de 2002 commencent à être mis en application ». Les deux heures d'enseignement supprimées pour les élèves le samedi va impliquer une réorganisation du temps de travail « avec des impossibilités techniques de les caler facilement à cause des transports de bus, surtout en zone rurale ».

Ouvertures de classes : réunion le 5 septembre

Celui qui souhaite défendre les 3 000 professeurs des écoles en S.et.L peste contre l'accueil « de 191 pré-recrutés en Bourgogne qui vont être nommés dès lundi sur un poste alors qu'ils ne sont pas encore formés. On supprime des postes et on prend sur la liste complémentaire ».

Il précise cependant que la hausse de 150 élèves dans le département dans le premier degré devrait s'accompagner d'ouverture de classes. Une réunion à l'Inspection académique est prévue pour plancher, entre autres sur ce sujet, le 5 septembre.

Paul Barday déplore également « l'accroissement de la précarité » des Auxiliaires de vie scolaire (AVS) qui prennent en charge les enfants handicapés. « Il y a plus d'enfants accueillis mais moins longtemps. Avec la suppression du samedi, les AVS vont enregistrer une baisse de salaire de 8 %, en percevant moins de 700 euros par mois ! ». Une lettre aux parents, et c'est une première pour ce syndicat, va être envoyée et des temps de rencontres seront organisés. Un début d'appel à la mobilisation qui passe auparavant par des informations et des débats.

Pour le second degré (collège et lycée), le syndicat SNES-FSU par la voix de Bruno Humbert rappelle « l'hémorragie » des effectifs avec la suppression de 8870 postes en France dont 47 en Saône-et-Loire dans « 53 collèges et 51 postes dans quinze lycées, c'est énorme ». Un responsable syndical qui pointe du doigt des classes à venir surchargées avec un danger sur la réussite scolaire des adolescents. « La moitié des collèges va travailler avec plus de 24 élèves par classe et un quart avec plus de 26 élèves. Nous, au SNES, on souhaite 24 élèves au maximum », tempête-t-il. Selon lui, les premières estimations de 160 élèves en moins seraient finalement aujourd'hui remises en cause avec « un surcroît d'élèves ce qui justifie encore moins des postes supprimés ». Bruno Humbert dénonce « des choix politiques et budgétaires plutôt qu'éducatifs ». Il pense que le recrutement de 52 assistants pédagogiques « et payés au SMIC » recrutés sur le département est « insuffisant » et que les heures supplémentaires ne feront pas le compte. « Avec quatre heures supplémentaires par semaine, on va se retrouver à 50 heures par semaine, ça ne va pas marcher d'autant que la majorité de femmes dans cette profession et les temps partiels ne vont pas les solliciter ». Selon lui, le contentieux est « loin d'être terminé avec cette politique folle ».

Emmanuel Bouland, *JSL*

Journée d'action le 11 septembre

Mardi dernier, la quasi-totalité des fédérations de l'Education ont donc décidé d'une nouvelle journée d'actions, le 11 septembre au niveau national. Rassemblements, distributions de tract et grèves locales, même s'il n'y a pas d'appel national à la grève, a prévu cette large intersyndicale (FSU, Unsa-Education, Sgen-CFDT, FAEN, CGT, FO, Solidaires). Objectif : dénoncer les conséquences des 11 200 suppressions de postes du budget 2008, les 13 500 annoncées au budget 2009 et celles qui pourraient suivre jusqu'en 2012 dans le cadre de la politique gouvernementale de non renouvellement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

PS:

- [L'article sur le site du Journal de Saône-et-Loire](#)
- [Les autres articles consacrés à la rentrée 2008 en Saône-et-Loire sur notre site](#)